

[Text]

vous-mêmes, au niveau des céréales, on n'est pas contre cela, on est parfaitement d'accord avec cela, mais on dit soyez cohérents sur toute la ligne. Si vous voulez passer cela en niant aux provinces—du Québec, de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Écosse—d'éliminer les programmes visibles qu'ils ont établis, vous allez arrêter d'intervenir par toutes sortes de programmes de céréaliculture dans l'Ouest, ce qui a représenté 2 milliards l'année passée. À partir de cela, on va parler de la même affaire.

M. Blais: Monsieur le président, si vous me permettez, une dernière intervention. En fait, monsieur Proulx, on comprend cet aspect-là. Mais même si on est d'accord avec les critères, ce n'est pas suffisant que le gouvernement fédéral soit d'accord; il faut que les gens des autres provinces le soient aussi, sans cet accord, cela ne mène nulle part. Puis ils ne le sont pas d'accord avec cela, alors on n'est pas plus avancés.

M. Proulx: Vous me donnez raison sur l'argument que j'ai avancé: ils ne veulent pas d'un régime tripartite; ils veulent abolir les programmes parce que je ne vois pas pour quelle autre raison ils ne voudraient pas ce que l'on propose, si ce n'était pas l'abolition des régimes qui existent dans trois ou quatre provinces. C'est la plus belle preuve qu'on peut faire à l'heure actuelle. En quoi notre proposition les désavantage, s'ils sont honnêtes dans leur demande d'avoir un régime tripartite canadien, qui est amélioré, mais qui tient compte de nos critères? En quoi cela peut faire mal à un ministre provincial que cela soit basé sur un revenu plutôt que sur des prix? Je ne peux pas voir ce que cela peut ôter à quelqu'un. C'est seulement que d'être décent. C'est de reconnaître à un groupe d'individus, à une classe de la société, le droit de pouvoir vivre décentement. C'est là que cela prouve hors de tout doute, ce que l'on a toujours dit, qu'ils veulent abolir—un certain nombre de ministres, un certain nombre de provinces—ce que des provinces se sont donné pour permettre à leurs producteurs de vivre décentement.

Le président: Monsieur Champagne.

• 1105

M. Champagne: Advenant l'adoption du projet de loi sous sa forme actuelle, en quoi cela pourrait-il être néfaste aux producteurs du Québec?

M. Proulx: Ce sera néfaste, comme cela l'a été dans le passé, puis comme cela l'a été assez récemment, c'est qu'on va payer dans d'autres provinces, puis on ne paiera pas au Québec.

M. Champagne: Est-ce que cela met en péril les productions du Québec?

M. Proulx: Est-ce que cela va empirer?

M. Champagne: Est-ce que cela met en péril les productions du Québec?

M. Proulx: Dans la situation que l'on vit, particulièrement dans le porc, c'est bien évident. Si on éliminait le régime de stabilisation,—vendre du porc à 57 cents lorsque le prix est à 80 cents... c'est certain que ce n'est pas long pour mettre la production en péril.

[Translation]

them. We fully agree with them, but we want you to be consistent. If you want to pass this by denying the provinces—Quebec, British Columbia, Nova Scotia—the right to eliminate visible programs that they have put in place, you will also have to stop intervening in all sorts of western grain programs, which involved \$2 billion last year. If you do that, we can start talking.

Mr. Blais: With your permission, Mr. Chairman, I have one last comment. Actually, Mr. Proulx, we understand that aspect. But it is not enough that the federal government agree to the criteria; people in the other provinces have to agree as well. Otherwise, we will get nowhere. But they do not agree, so we are back to square one.

Mr. Proulx: This confirms what I said earlier: they do not want a tripartite system. They want to get rid of the programs and systems that are in place in three or four provinces. Why else would they reject what we are proposing? It is the best proof that we have. If they honestly want an improved tripartite national system based on our criteria, how does our proposal put them at a disadvantage? How can it hurt a provincial minister if it is based on income rather than prices? I do not see how it would take anything away from anyone. It is a question of decency. It is recognizing that a group of individuals, or a social class, has a right to make a decent living. It is in that sense that it proves beyond a shadow of a doubt, as we have always said, that they—some ministers and some provinces—want to get rid of what the provinces have put in place to allow their producers to make a decent living.

The Chairman: Mr. Champagne.

Mr. Champagne: How could it hurt Quebec producers if the legislation passes as is?

Mr. Proulx: It will be harmful, as it was in the past and as it has been recently, because they will pay in other provinces, but not in Quebec.

Mr. Champagne: Will this endanger Quebec production?

Mr. Proulx: Will it get worse?

Mr. Champagne: Will it endanger Quebec production?

Mr. Proulx: Absolutely, particularly in the hog industry. If stabilization is eliminated—and pork is sold at 57¢ when it costs 80¢—it will not take long for production to be threatened.